

pour donner, en 1968, la somme de \$840,341,-600. Les pays du Commonwealth de l'Afrique ont reçu \$49,631,000. Où a-t-il pris l'argent? Quant aux autres États d'Afrique, ils ont reçu \$19,198,200. Où a-t-il pris l'argent? Par ailleurs, les pays du Commonwealth ont reçu la somme de \$28,334,000.

Je fais ces remarques dans le but de dire au gouvernement où il peut prendre l'argent pour aider les cultivateurs de l'Ouest. Qu'il prenne l'argent où il l'a pris pour faire ces dons—et je maintiens ce que je disais ce matin—s'il veut vraiment aider le cultivateur de l'Ouest et celui de l'Est.

Il faut donner des subventions au cultivateur et cesser de lui permettre de s'endetter, à cause du principe d'endettement qui existe aujourd'hui au niveau économique. Je prétends que le cultivateur, loin de se sortir du marasme, se cale davantage. Il faut absolument, comme le faisait remarquer mes préopinants, venir en aide à nos cultivateurs de la même façon qu'on le fait pour les pays étrangers. On ne demande pas d'autre traitement pour le cultivateur que celui dont bénéficient les pays étrangers. De plus, si on veut lui prêter, qu'on le fasse donc de la même façon qu'on le fait pour les pays étrangers.

Quand, par exemple, on a prêté à l'Inde au-delà de 60 millions, pour 60 ans, sans intérêt, \$46,263,000 au Pakistan, pour 60 ans, sans intérêt, et qu'on a également prêté à plus de 40 autres pays, sans intérêt, ou à des taux de $\frac{3}{4}$ p. 100 et $\frac{1}{2}$ p. 100, je suis d'avis que nous sommes assez riches pour aider les Canadiens.

Quand nos cultivateurs sont dans une pauvreté atroce, je me demande pourquoi le gouvernement envoie des milliards à l'extérieur du Canada. Pourtant, quand on réclame quelques millions pour aider la classe agricole canadienne, on nous dit qu'il n'y a plus d'argent, et le premier ministre nous répond: On n'est pas pour imprimer des piastres.

Mais, en a-t-on imprimé des piastres pour prêter au-delà d'un milliard sans intérêt? Assurément pas! On a pourtant créé du crédit à la Banque du Canada et c'est tout ce que nous voulons pour les citoyens du pays. Qu'on cesse de rire de la population! Qu'on cesse de faire les acteurs camouflés dans notre système pourri et qu'on vienne en aide aux cultivateurs de la même manière qu'on le fait pour les pays étrangers. Nous n'en demandons pas plus.

Je suis certain, monsieur l'Orateur, que nos cultivateurs se contenteront de cette aide. Nous ne demandons pas l'impossible; nous ne demandons pas de créer ce qui n'existe pas. Nous demandons simplement d'utiliser ce que le gouvernement crée actuellement, de toutes pièces—et je répète «crée de toutes pièces»—à savoir des crédits nouveaux pour les pays étrangers.

[M. Gauthier.]

On va plus loin quand il s'agit des pays étrangers: On emprunte à $7\frac{1}{2}$ p. 100 pour prêter sans intérêt. Voilà le comble du ridicule, à mon sens! De respectables ministres viennent à la Chambre nous dire sérieusement qu'emprunter à $7\frac{1}{2}$ p. 100 et prêter pour 60 ans, sans intérêt, aux pays étrangers, a du bon sens. Je ne comprends plus rien au français quand j'entends des gens nous dire que cela a du bon sens.

Quand il s'agit de dépenser deux ou trois millions de dollars pour secourir la classe agricole, pour aider l'industrie la plus considérable qui emploie le plus de main-d'œuvre au pays afin de la sortir du marasme, on essaie un refus. On nous donne alors des réponses aussi enfantines que celle du premier ministre, qui nous disait aujourd'hui: On va imprimer des piastres! Il connaît mieux que moi le système monétaire actuel. Il sait très bien que la masse monétaire est constituée par 90 p. 100 du crédit monétaire et que le billet de banque est très secondaire. Il joue le rôle d'un timbre-poste dans notre système monétaire. Il le sait très bien. Qu'il cesse donc de rire de la population! La population connaît ces choses-là, aujourd'hui, car on l'a renseignée depuis sept ou huit ans. Elle sait que ce sont des farces.

On demande tout simplement au ministre de l'Agriculture—au moins, il a déjà été créditiste et il sait comment procéder—de commencer à créer des crédits pour aider les cultivateurs de l'Ouest et de les empêcher d'emprunter auprès des compagnies de finance. S'il leur donne une aide réelle, matérielle et monétaire, je crois que cela sera un bon début.

Ce bill sera un point de départ en vue d'aider vraiment tous les cultivateurs canadiens.

• (2.10 p.m.)

[Traduction]

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur. Prenant la parole au sujet de ce bill, je dois dire que j'approuve que cette allocation d'un montant maximum de \$600, accordée à un cultivateur pour sécher le grain, en vertu de la loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies. Je pense que cela est très important, que le besoin s'en fait sentir depuis longtemps. La proposition est malheureusement venue trop tard pour ne pas sérieusement compromettre la possibilité qu'ont les cultivateurs de sécher le grain de l'automne extrêmement humide et mouillé de 1968. Notre gouvernement n'a pas réalisé la gravité de la situation créée par le grain gourd et humide, et nombre de ceux qui travaillent dans l'industrie du grain ont fait remarquer qu'il s'agit là d'un problème sérieux, que des millions de boisseaux de